



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Lundi 2 juin 2025

Education .....	2
Le lycée franco-finlandais d'Helsinki à la première place du classement des lycées .....	2
Politique étrangère et européenne .....	2
Le ministre Ville Tavio participera à la réunion du Conseil ministériel de l'OCDE à Paris .....	2
Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Mohamed Ali Nafti, en visite en Finlande.....	2
Le Premier ministre Orpo participe au sommet de Vilnius de préparation du sommet de l'OTAN .....	3
Selon le Premier ministre Orpo, l'adhésion de l'Ukraine à l'UE est une priorité pour la Finlande .....	3
Israël - Palestine .....	4
Selon un sondage d'Yle, 44 % des Finlandais sont favorables à la reconnaissance de l'État de Palestine .....	4
Le Premier ministre Orpo sur Yle : « Je ne vois aucune justification à de nouveaux contrats d'armement avec Israël » .....	4
Selon Orpo, les chrétiens-démocrates n'ont pas fait de la reconnaissance de l'État de Palestine une question d'appartenance au gouvernement.....	4
La présidente des chrétiens-démocrates douche les espoirs du Premier ministre Orpo sur une reconnaissance de la Palestine.....	5
Des professeurs de droit international perplexes sur la condition posée par Orpo pour la reconnaissance de la Palestine .....	5
Défense .....	6
Le ministre de la Défense, Antti Häkkinen, a décidé le plan d'entraînement et d'exercices internationaux des forces de défense finlandaises.....	6
Quantique.....	7
La Finlande dirigera un projet de technologie quantique de défense au sein de l'UE .....	7
Politique intérieure.....	8
Deux tiers des Finlandais insatisfaits du gouvernement Orpo .....	8
Industrie .....	8
Le chantier naval de Turku a obtenu un financement pour une importante commande d'un navire de croisière .....	8
Conflit social .....	8
Finnair annule environ 50 vols aujourd'hui .....	8
Commerce extérieur – Sécurité.....	8
Une part importante des importations finlandaises est vulnérable .....	8

## **Education**

### **Le lycée franco-finlandais d'Helsinki à la première place du classement des lycées**

Dans le classement des lycées de l'agence de presse STT de ce printemps, le lycée franco-finlandais d'Helsinki arrive en première place parmi les grands lycées de Finlande.

Le classement des lycées de STT compare le niveau initial des élèves à leur entrée au lycée aux résultats aux examens du baccalauréat de mieux mettre en évidence l'impact du lycée sur l'apprentissage.

Yle

## **Politique étrangère et européenne**

### **Le ministre Ville Tavi participera à la réunion du Conseil ministériel de l'OCDE à Paris**

La réunion du Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se tiendra à Paris les 3 et 4 juin 2025. Le ministre du Commerce extérieur et du Développement, Ville Tavi, y représentera la Finlande. Le thème principal de la réunion est une croissance plus forte grâce à des échanges commerciaux, des investissements et de l'innovation fondés sur des règles.

Le premier jour de la réunion, les ministres discuteront des moyens de renforcer l'ouverture des marchés et de développer un système commercial fondé sur des règles. Ils examineront également des approches innovantes en matière de politique économique. Les sujets à l'ordre du jour de la deuxième journée sont les relations extérieures de l'OCDE, l'économie numérique et l'intelligence artificielle.

« La Finlande souligne l'importance d'un système fondé sur des règles. L'OCDE joue un rôle essentiel à cet égard. La diffusion des normes élaborées par l'OCDE à l'extérieur de l'organisation améliore les conditions préalables à la compétitivité des entreprises finlandaises sur les marchés mondiaux », déclare le ministre Ville Tavi.

[https://valtioneuvosto.fi/-/ministeri-tavio-oecd-n-ministerikokoukseen-parisiin?languaged=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/ministeri-tavio-oecd-n-ministerikokoukseen-parisiin?languaged=en_US)

### **Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Mohamed Ali Nafti, en visite en Finlande**

Mohamed Ali Nafti, ministre tunisien des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, se rendra à Helsinki le 3 juin à l'invitation de la ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen.

Les ministres des Affaires étrangères discuteront des relations bilatérales entre les deux pays, de la sécurité régionale en Europe et en Afrique du Nord, ainsi que de la coopération sur les questions multilatérales.

Le ministre Nafti sera accompagné d'une délégation d'entreprises spécialisées dans la numérisation et les technologies, notamment. La délégation, en collaboration avec des entreprises finlandaises, cherchera à promouvoir des objectifs commerciaux communs et à identifier de nouveaux secteurs de coopération.

« Les relations entre la Finlande et la Tunisie ont toujours été excellentes, mais nous souhaitons les développer davantage. Les opportunités commerciales entre les deux pays sont nombreuses pour les entreprises finlandaises et tunisiennes », a déclaré Elina Valtonen. Lors de son séjour à Helsinki, le ministre Nafti rencontrera également le président de la République, Alexander Stubb.

[https://valtioneuvosto.fi/-/tunisian-ulkoministeri-mohamed-ali-nafti-tapaa-ulkoministeri-elina-valtosen-helsingissa?languaged=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/tunisian-ulkoministeri-mohamed-ali-nafti-tapaa-ulkoministeri-elina-valtosen-helsingissa?languaged=en_US)

## **Le Premier ministre Orpo participe au sommet de Vilnius de préparation du sommet de l'OTAN**

Le Premier ministre Petteri Orpo participe au sommet conjoint des Neuf de Bucarest et des pays nordiques à Vilnius, en Lituanie, ce lundi 2 juin.

Les discussions du sommet de Vilnius porteront sur les préparatifs du sommet de l'OTAN qui se tiendra à La Haye les 24 et 25 juin. Parmi les points à l'ordre du jour figurent l'augmentation des dépenses de défense des membres de l'OTAN, le soutien à l'Ukraine sur la voie d'une paix juste et durable et le renforcement de la coopération euro-atlantique en matière de sécurité.

« La guerre d'agression illégale menée par la Russie en Ukraine fragilise gravement la situation sécuritaire en Europe. Le soutien à l'Ukraine contribue également à la sécurité euro-atlantique dans son ensemble. Parallèlement, nous devons comprendre que la Russie continuera de représenter une menace majeure pour l'Europe. La meilleure façon de soutenir l'Ukraine et la sécurité européenne est de prendre un engagement ferme en faveur d'une augmentation des dépenses de défense et du renforcement des capacités de l'industrie de défense lors du prochain sommet de l'OTAN à La Haye », a déclaré le Premier ministre Orpo. Les Neuf de Bucarest regroupent les pays membres de l'OTAN de l'Est : la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie.

Outre les Neuf de Bucarest, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, et tous les pays nordiques participeront au sommet de Vilnius.

[https://valtioneuvosto.fi/-/paaministeri-orpo-vilnius-summit-huippukokoukseen-keskustelemaan-naton-huippukokouksen-valmisteluista?languaged=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/paaministeri-orpo-vilnius-summit-huippukokoukseen-keskustelemaan-naton-huippukokouksen-valmisteluista?languaged=en_US)

## **Selon le Premier ministre Orpo, l'adhésion de l'Ukraine à l'UE est une priorité pour la Finlande**

Lors de sa visite à Kiev la semaine dernière, le Premier ministre Petteri Orpo (Coalition nationale) a dit qu'il est temps d'ouvrir sans tarder les négociations sur l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne.

« Il est très important et essentiel que le prochain sommet de l'UE prenne une décision sur ce sujet », a dit Orpo. « Ils ont fait ce qu'on leur demandait, maintenant nous devons être en mesure d'avancer. Cela serait un signal pour la Russie, mais surtout pour l'Ukraine, qu'elle est l'une des nôtres. »

Hier, lors d'une interview à Yle, Orpo a également estimé que Poutine n'a pas la moindre envie d'un cessez-le-feu ou d'un processus de paix. L'Occident doit donc augmenter la pression sur la Russie pour mettre fin à la guerre en Ukraine.

« À mon avis, tout ce que l'on peut faire maintenant, c'est que l'Occident, les États-Unis et l'Europe, ainsi que les pays qui partagent les mêmes idées, augmentent leur pression vis-à-vis de la Russie. Il faut soutenir l'armée ukrainienne dans sa lutte contre les attaques constantes de la Russie », a dit le Premier ministre.

Orpo a ajouté que de nouvelles sanctions étaient nécessaires pour contraindre la Russie à un cessez-le-feu et à un processus de paix.

Les journalistes ont également posé des questions au sujet de l'objectif des dépenses de défense. Le secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte aurait proposé d'augmenter à 3,5 % du PIB, en plus de 1,5 % qui serait consacré aux autres investissements qui soutiennent la défense. « Nous allons voir au plus tard au sommet de l'OTAN fin juin quels sont les chiffres, mais c'est bien le niveau sur lequel les discussions se déroulent actuellement », a confirmé Orpo.

Selon lui, bien que les sommes soient énormes, cet argent doit être utilisé pour défendre la Finlande. « Si nos capacités de défense ne sont pas suffisantes dans cette situation, nous mettrons en danger la sécurité de toute notre nation », a dit Orpo.

Hbl, Yle

## ***Israël - Palestine***

### **Selon un sondage d'Yle, 44 % des Finlandais sont favorables à la reconnaissance de l'État de Palestine**

Selon un sondage commandé par Yle, 44 % des Finlandais sont favorables à la reconnaissance de la Palestine, 25 % s'y opposent.

Le sondage montre également que la question de la reconnaissance de la Palestine est très difficile pour de nombreux Finlandais puisque 31 % n'ont pas d'avis sur la question.

Par rapport à l'été 2024, on observe désormais une augmentation du nombre de personnes favorables et défavorables à la reconnaissance. À cette époque, 41 % des Finlandais pensaient que la Finlande devrait reconnaître l'État de Palestine et 17 % des Finlandais y étaient opposés.

Les électeurs de l'Alliance des gauches et des Verts sont clairement les plus favorables à la reconnaissance de la Palestine. Les électeurs sociaux-démocrates sont également très favorables à la reconnaissance de la Palestine.

L'opposition à la reconnaissance est de loin la plus forte parmi les électeurs des Vrais Finlandais. Plus des deux tiers d'entre eux sont contre la reconnaissance.

Les électeurs chrétiens-démocrates sont plus compréhensifs à l'égard de la reconnaissance de la Palestine que ne le sont les députés du parti.

Yle

### **Le Premier ministre Orpo sur Yle : « Je ne vois aucune justification à de nouveaux contrats d'armement avec Israël »**

Le Premier ministre Petteri Orpo a déclaré, lors de son interview mensuelle sur Radio Finlande, qu'il était sceptique quant à de nouveaux contrats d'armement de la Finlande avec Israël.

Orpo a déclaré que les contrats d'armement déjà conclus seraient respectés, car les armes commandées sont nécessaires à la défense de la Finlande, mais qu'il est très difficile de justifier de nouveaux contrats dans la situation actuelle. Orpo a également rappelé qu'il existe un large consensus au Parlement sur le fait que, par exemple, l'achat du système de défense aérienne « Fronde de David » ne sera pas annulé.

« Le ministère des Affaires étrangères évalue chaque contrat d'armement. Ce que nous observons actuellement au Moyen-Orient et la façon dont Israël agit auront bien sûr un impact. Je ne vois aucune justification à la conclusion de nouveaux contrats », dit-il.

Yle HS

### **Selon Orpo, les chrétiens-démocrates n'ont pas fait de la reconnaissance de l'État de Palestine une question d'appartenance au gouvernement**

Lors de cette même interview les journalistes ont interrogé Orpo sur les raisons pour lesquelles il est si difficile pour la Finlande de reconnaître l'État de Palestine.

Orpo a répondu que la Finlande s'oriente vers un modèle à deux États.

« L'Autorité palestinienne doit être soutenue et renforcée. En revanche, le Hamas doit être expulsé et doit déposer les armes. Les otages doivent être libérés et la première chose à faire est un cessez-le-feu et faire parvenir l'aide », a déclaré Orpo.

« Juste avant cette émission, j'ai vu un titre annonçant qu'Israël avait bloqué la distribution de l'aide. C'est absolument choquant : nous ne pouvons accepter qu'Israël agisse ainsi. Ils ont le droit de défendre leur sécurité, mais il doit y avoir une limite à cela. L'aide doit parvenir immédiatement à la population. Mourir de faim est absolument inacceptable », dit-il.

On a demandé à Orpo s'il était possible, compte tenu de la composition actuelle du gouvernement finlandais, de reconnaître l'État de Palestine et si les chrétiens-démocrates en avaient fait une condition préalable pour rester au gouvernement.

Selon Orpo, aucune condition préalable n'a été posée, malgré quelques déclarations publiques. Il estime que les chrétiens-démocrates « font partie de ceux qui insistent particulièrement sur la nécessité de garantir la sécurité d'Israël ».

« Je pense qu'au sein du gouvernement, il est du devoir de chacun d'entre nous d'agir conformément à la ligne à long terme de la politique étrangère finlandaise, c'est-à-dire de rechercher une solution à deux États. Je suis convaincu que le gouvernement sera en mesure de soutenir une solution si elle est recherchée conjointement », a déclaré Orpo sur Yle.

Yle HS

### **La présidente des chrétiens-démocrates douche les espoirs du Premier ministre Orpo sur une reconnaissance de la Palestine**

Le Premier ministre Petteri Orpo a laissé entendre, lors de son interview hier, que la Finlande pourrait reconnaître l'État de Palestine dans un avenir proche si les conditions sont remplies. Les déclarations de Sari Essayah, orésidente du Parti chrétien-démocrate, sur MTV suggèrent le contraire.

Orpo a déclaré que les chrétiens-démocrates n'avaient pas fait de la reconnaissance de la Palestine une question de principe. Cela signifierait qu'ils ne quitteraient pas le gouvernement si la Finlande reconnaissait la Palestine. « Aucune question cruciale n'a été soulevée, hormis quelques déclarations publiques », a déclaré Orpo sur Yle.

La députée chrétienne-démocrate Päivi Räsänen a déclaré le 22 mai que son parti ne pouvait pas faire partie d'un gouvernement reconnaissant la Palestine.

Après l'interview d'Orpo, la présidnete des chrétiens-démocrates et ministre de l'Agriculture et des Forêts, Sari Essayah, a indiqué à MTV que le gouvernement ne ferait pas de propositions sans consensus. « Or la reconnaissance [de la Palestine] n'est pas soutenue par les partis des Vrais Finlandais et des Chrétiens-démocrates ».

Essayah déclare qu'un grand nombre de députés du Parti de la coalition nationale du premier ministre y sont également opposés, et que, selon les récents sondages, la majorité des députés des partis au pouvoir s'opposent explicitement à la reconnaissance de la Palestine.

« De plus, le récent rapport sur la politique étrangère et de sécurité, approuvé à l'unanimité par le Parlement, définit clairement la position sur la question et ne se prononce pas en faveur de la reconnaissance », déclare Essayah à MTV.

Essayah ajoute qu'aucun parti au pouvoir n'a soulevé la question [sur la reconnaissance], à l'exception président du parti populaire suédois Anders Adlercreutz.

Le président Alexander Stubb a déclaré que si un mouvement plus large commençait à reconnaître la Palestine, il serait bon que la Finlande se range du bon côté de l'histoire, c'est-à-dire qu'elle reconnaisse la Palestine.

Selon la Constitution, la reconnaissance d'un État en Finlande relève du président, mais en pratique, elle se fonde sur une proposition du gouvernement.

Selon la Constitution finlandaise, la politique étrangère est menée par le président en coopération avec le gouvernement. En Finlande, la politique étrangère repose sur le consensus et il serait très exceptionnel que le président et le gouvernement soient en désaccord.

MTV

### **Des professeurs de droit international perplexes sur la condition posée par Orpo pour la reconnaissance de la Palestine**

Le Premier ministre Petteri Orpo affirmait la semaine dernière «il est clair qu'il faut une entité en Palestine que l'on reconnaisse. Le Hamas, une organisation terroriste, ne peut pas l'être ». Teivo Teivainen, professeur de politique internationale, trouve la déclaration d'Orpo « un peu étrange ». « Il n'y a pas de grande ambiguïté quant à l'entité avec laquelle les relations entre l'État de Palestine reconnu et la Finlande seraient gérées. Il s'agit de l'Autorité palestinienne basée à Ramallah. On trouve des exemples de ce type dans les pays de l'Union européenne et les pays nordiques », ajoute Teivainen.

Plus de 140 États membres de l'ONU ont reconnu la Palestine, soit plus que le nombre de pays ayant reconnu le Kosovo, par exemple. « En termes de critères, la majorité des États du monde, voire la moitié des pays nordiques, ne semblent pas avoir de problème à reconnaître ou à avoir reconnu [la Palestine] », note Teivainen.

Le professeur émérite Martti Koskenniemi affirme que la reconnaissance d'un État est un acte politique qui peut être soumis à diverses conditions. « Sur ce point, Orpo a raison. Mais il est également important de noter que cela [la reconnaissance] ne signifie pas la reconnaissance d'un gouvernement ou d'une administration. La Finlande peut rester aussi critique à l'égard du Hamas qu'avant ».

Koskenniemi souligne que la Finlande a reconnu le Kosovo en 2008. À cette époque, le pays était en proie à de graves troubles et la Finlande ne reconnaissait pas l'Armée de libération du Kosovo (UCK), qui combattait les Serbes. « C'est pourquoi je ne comprends pas ce qu'Orpo entend par "quelqu'un que l'on reconnaisse". Certains pays reconnaissent les gouvernements. La Finlande ne le fait pas expressément et a souvent exprimé cette position », écrit Koskenniemi.

Teivainen décrit la situation de manière similaire. Il évoque le mantra répété en Finlande : « Nous ne reconnaissons pas les gouvernements, nous reconnaissons un État. »

« Il est évident que si la Finlande reconnaissait la Palestine comme État, l'administration avec laquelle elle traiterait serait l'administration palestinienne officielle dont le siège est à Ramallah. Le Hamas n'a pas grand-chose à voir avec cette affaire en soi. »

Teivainen souligne que la Finlande dispose d'un bureau de liaison à Ramallah, qui entretient des relations avec l'administration palestinienne officielle. « Ce sont ces relations qui assureront le maintien des relations si la Palestine était reconnue. »

Koskenniemi souligne que les pays ne sont pas tenus de se reconnaître mutuellement. Les effets juridiques d'une reconnaissance impliqueraient, par exemple, que les représentants d'un État reconnu soient traités spécifiquement comme des représentants de cet État.

Selon Koskenniemi, les critères généraux pour un État sont un territoire, une population et un gouvernement capable de respecter ses obligations internationales. Cependant, ces critères laissent une grande marge de manœuvre. De même, selon Koskenniemi, une forte pression morale peut justifier leur non-respect. Ce fut le cas, par exemple, du Kosovo.

La reconnaissance étant une affaire politique, elle n'a pas à respecter ces critères.

« La reconnaissance de la Palestine est devenue une sorte de champ de bataille aux perspectives prévisibles, où les arguments reposent largement sur des idées préconçues. Le débat est totalement dépourvu d'analyse », décrit Teivainen.

Il ajoute néanmoins que la question est complexe et rappelle que le Hamas a remporté les dernières élections et a conservé le monopole de la violence à Gaza pendant des années.

Teivainen souligne que la politique officielle de la Finlande est que l'on va reconnaître la Palestine au moment opportun. L'identité de la partie à reconnaître, à savoir l'Autorité palestinienne, étant « assez évidente », Teivainen estime que la raison de l'absence de reconnaissance réside ailleurs. Sans reconnaissance simultanée par un nombre suffisamment important de pays, la Finlande pourrait devenir vulnérable aux critiques d'Israël, explique-t-il.

« Cela est perçu comme préjudiciable du point de vue de la politique de sécurité, car la Finlande est fortement engagée dans la technologie d'armement israélienne. »

Teivainen se demande néanmoins si ce moment pourrait survenir dans un avenir proche. Selon lui, certains grands pays de l'UE, comme la France, devraient reconnaître la Palestine cet été.

« Nous pensons que ce pourrait être le moment opportun, car les représailles causées par Israël à la Finlande seraient moindres », s'interroge Teivainen.

HS

## **Défense**

### **Le ministre de la Défense, Antti Häkkinen, a décidé le plan d'entraînement et d'exercices internationaux des forces de défense finlandaises**

Le plan d'entraînement et d'exercices internationaux pour 2026 comprend 122 exercices ou cadres d'exercices en Finlande et à l'étranger.

« Grâce à des entraînements et exercices actifs, nous pouvons démontrer notre capacité de défense et développer les capacités opérationnelles et autres nécessaires à cet effet. En tant que membre de l'OTAN, les exercices nationaux et la participation de la Finlande aux exercices internationaux constituent un élément clé de la dissuasion et de la défense communes de l'Alliance. Parallèlement, nous nous appuyons sur nos propres atouts, à savoir notre système de formation, d'entraînement et d'exercices basé sur la formation des conscrits », a déclaré le ministre de la Défense, Antti Häkkinen.

L'adhésion de la Finlande à l'OTAN, le renforcement de la coopération en matière de défense avec les États-Unis, la Suède, la Norvège, le Royaume-Uni et d'autres alliés importants, ainsi que l'évolution du contexte de sécurité ont un impact considérable sur l'entraînement et les exercices internationaux des forces de défense.

« Dans les années à venir, nos entraînements et nos exercices porteront sur le développement des capacités et de la préparation opérationnelles au sein de l'Alliance, ainsi que sur les entraînements et les exercices avec les alliés spécifiés dans les plans d'opérations. Une attention particulière sera également portée à l'entraînement et aux exercices liés à la présence accrue de l'OTAN, ce qui signifie qu'un commandement de la composante terrestre multicorps (MCLCC) sera établi à Mikkeli et que les forces terrestres avancées (FLF) seront déployées en Laponie. En pratique, la présence et les exercices des alliés en Finlande auront lieu sur une base quasi quotidienne et, de plus en plus souvent, sur le long terme », a déclaré le ministre Häkkinen.

[https://valtioneuvosto.fi/-/puolustusministeri-hakkanen-paatti-puolustusvoimien-osallistumisesta-kansainvaliseen-harjoitustoimintaan-vuonna-2026?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/puolustusministeri-hakkanen-paatti-puolustusvoimien-osallistumisesta-kansainvaliseen-harjoitustoimintaan-vuonna-2026?languageld=en_US)

## **Quantique**

### **La Finlande dirigera un projet de technologie quantique de défense au sein de l'UE**

La Finlande a soumis un projet lié aux technologies quantiques (QUEST) dans le cadre de la sixième vague de projets de la Coopération structurée permanente de l'UE.

L'Allemagne, le Danemark, la Lettonie et l'Italie rejoignent le projet, la Suède, la Grèce et les Pays-Bas étant observateurs. Parmi les 11 nouveaux projets à mettre en place, celui soumis par la Finlande a suscité le plus grand intérêt.

Le projet se concentre sur les applications militaires des technologies quantiques, notamment dans le positionnement, la surveillance régionale et la défense aérienne et antimissile. La guerre d'agression russe en Ukraine a démontré l'importance de ces capacités pour la défense. Le projet renforcera les capacités de défense de l'Europe grâce à l'utilisation de nouvelles technologies.

« La Finlande est un expert de premier plan en matière de technologies quantiques et dispose de l'un des écosystèmes technologiques quantiques les plus avancés. Nous prenons au sérieux l'introduction des technologies quantiques dans le cadre de nos capacités de défense. Le projet QUEST, mis en œuvre en collaboration avec nos partenaires européens, pose les bases de l'application de la technologie quantique à la défense », a déclaré le ministre de la Défense, Antti Häkkinen.

Le projet se concentre, entre autres, sur l'utilisation de détecteurs et d'appareils de mesure quantiques. Il est mis en œuvre conjointement par VTT et l'administration de la Défense.

L'objectif de la Coopération structurée permanente est d'intensifier la coopération européenne en matière de défense, de promouvoir l'interopérabilité et de renforcer la base industrielle et technologique de l'Europe. Dans le cadre de la sixième vague de projets de la Coopération structurée permanente, 11 nouveaux projets ont été soumis par quatre pays (Finlande, France, Allemagne, Italie). Au total, 75 projets sont actuellement en cours.

Vn

En savoir plus sur le projet Quest soumis par la Finlande :

<https://www.pesco.europa.eu/project/quantum-enablers-strategic-sdvantage-quest/>

## ***Politique intérieure***

### **Deux tiers des Finlandais insatisfaits du gouvernement Orpo**

Selon l'enquête USU-gallup commandée par Uutisuomalainen, plus des deux tiers des Finlandais sont insatisfaits du gouvernement dirigé par Petteri Orpo.

68 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement Orpo a très peu ou assez mal réussi, 28 % estiment que le gouvernement actuel a très bien ou assez bien réussi. 4 % n'ont pas d'opinion.

Jusqu'à 75 % des femmes estiment que le gouvernement Orpo a peu ou assez mal réussi. Le gouvernement actuel est légèrement plus populaire auprès des hommes : 60 % d'entre eux se sont déclarés insatisfaits du gouvernement.

C'est parmi les personnes à hauts revenus que le gouvernement Orpo est le plus satisfait.

Yle

## ***Industrie***

### **Le chantier naval de Turku a obtenu un financement pour une importante commande d'un navire de croisière**

Le chantier naval de Meyer Turku a obtenu un accord sur le financement pour une commande d'un navire de croisière de luxe, reçue l'année dernière de Royal Caribbean Group.

L'agence publique de financement finlandaise Finnvera a annoncé avoir obtenu un résultat de négociation sur le financement du navire. Le financement sera mis en place avec certains partenaires commerciaux.

L'obtention du financement était une condition pour la confirmation de la commande. Le navire de croisière sera payé une fois qu'il est terminé, et l'État doit donc garantir les prêts dont le chantier naval aura besoin pour achever la construction du navire.

La commande inclut la possibilité de construire deux autres navires de croisière. Le prix de ces trois navires de croisières serait de 4,5 milliards d'euros.

Le Premier ministre Petteri Orpo (Coalition nationale) a estimé que la confirmation de la commande est une chose très importante pour la région de Turku et qu'elle affectera de manière positive également les chantiers d'Helsinki et de Rauma.

Le Premier ministre s'est dit content du fait que le secteur des chantiers navals est devenu une branche importante de l'industrie finlandaise : il y a encore dix ans, par exemple, les chantiers navals étaient en grande difficulté. « Pouvoir conserver ces chaînes de production est une chose énorme. Il s'agit de 12 000 emplois », a dit Orpo.

TS

## ***Conflit social***

### **Finnair annule environ 50 vols aujourd'hui**

Finnair annule environ 50 vols aujourd'hui à cause d'une grève du personnel des services au sol. La grève affectera par exemple les services de restauration et le chargement de bagages. Les annulations concernent environ 3600 voyageurs.

Un préavis de grève a également été donné par le syndicat du personnel des services au sol pour mercredi.

HS

## ***Commerce extérieur – Sécurité***

### **Une part importante des importations finlandaises est vulnérable**

Selon une étude récente d'Etila, les nombreuses dépendances dans le commerce international rendent la Finlande vulnérable en cas de crise potentielle.

L'environnement politique des entreprises et des États a considérablement évolué ces dernières années, passant de l'ère de la mondialisation à celle de la géopolitique et de la géoéconomie. Cette période est caractérisée par des obstacles au commerce international, qui se sont multipliés au cours de la dernière décennie et ont connu une forte croissance, notamment début 2025 avec les fortes hausses de droits de douane aux États-Unis.

L'étude d'Etila «La géopolitique modifie l'environnement opérationnel – Que fait la Finlande ?», réalisée dans le cadre des activités d'enquête et de recherche du gouvernement et répondant aux besoins d'information du Conseil économique, examine l'évolution de l'environnement économique et ses effets sur la Finlande en particulier. Selon les résultats de l'étude, les nombreuses dépendances au commerce international pourraient également rendre la Finlande vulnérable en cas de crise.

Selon l'étude, près d'un quart des importations finlandaises de produits intermédiaires se sont révélées vulnérables en situation de crise. La majorité de ces importations, plus de 70 %, proviennent des pays du bloc occidental. Bien que l'importance du bloc de l'Est ait rapidement diminué ces dernières années, près de 20 % des importations de produits vulnérables proviennent encore de ce bloc. L'importance du bloc neutre dans les importations de produits vulnérables a également légèrement augmenté.

D'après les résultats de cette étude, les entreprises finlandaises ont pris de nombreuses mesures pour améliorer la fiabilité opérationnelle de leurs chaînes d'approvisionnement et de valeur.

« Il semble que le commerce international, notamment avec les pays appartenant au même bloc géopolitique, va croître à moyen terme. L'incertitude est due aux hausses de droits de douane américains, qui affectent à la fois les pays du bloc occidental et les autres. Pour un petit pays comme la Finlande, il est essentiel de créer et d'entretenir des partenariats diversifiés avec différents pays », souligne Jyrki Ali-Yrkkö, directeur de recherche chez Etila, responsable de l'étude.

Ces dernières décennies, la politique industrielle finlandaise s'est largement concentrée sur l'amélioration des conditions générales des entreprises. Aujourd'hui, avec l'évolution du contexte économique, une politique industrielle plus sélective fait son retour : désormais c'est le secteur public qui choisit les industries, les entreprises et les technologies à soutenir. La politique industrielle comprend, par exemple, les subventions directes aux entreprises et les avantages fiscaux, ainsi que la détermination de droits de douane ou de quotas d'importation par produit.

Selon les chercheurs, la géoéconomie se mêle au protectionnisme, ce qui permet de justifier facilement des mesures de politique purement économique, telles que les subventions aux entreprises, par des tensions géopolitiques.

« Le risque est que l'augmentation des subventions aux entreprises devienne la nouvelle norme. Chaque pays sera contraint d'accorder des subventions parce que d'autres en accordent également. Dans l'intérêt général, il serait sage de renoncer aux subventions qui ne sont plus justifiées, mais il est très difficile pour un pays de le faire seul », déclare Etila Ali-Yrkkö.

La politique industrielle consiste à choisir les secteurs, les entreprises ou les investissements sur lesquels cibler les mesures politiques. Cependant, l'histoire montre que ce ciblage n'a pas toujours été très bon. L'ampleur des choix de politique industrielle, par exemple dans les projets d'investissement liés à la transition écologique, peut être considérable pour un petit pays, rappelle Ali-Yrkkö. L'étude recommande donc que les principales mesures de politique économique continuent de cibler celles qui améliorent l'environnement général des affaires. Ainsi, tous les secteurs et toutes les entreprises en bénéficient équitablement.

vn